

Comité Economique de la CMA
15-16 mars 1998, Gaborone, Botswana

Rapport de synthèse du Président

Le Comité Economique de la Coalition Mondiale pour l'Afrique (CMA) s'est réuni à Gaborone (Botswana), du 15 au 16 mars 1998, sous la présidence du Dr. Kwesi Botchwey. Les co-Présidents de la CMA, le Président Ketumile Masire du Botswana, Mme le Ministre Diane Marleau du Canada, et Mme Frene Ginwala, présidente du Parlement de l'Afrique du Sud étaient présents à cette réunion. Des Ministres africains des Finances, aussi bien que des Ministres de l'Industrie et du Commerce, et des hauts-fonctionnaires des pays africains comme des pays du Nord, ainsi que des institutions africaines et internationales, ont participé à la réunion, de même que des parlementaires, des représentants du monde des affaires et des organisations non-gouvernementales.

L'ouverture de la réunion a été faite par son Excellence Sir Ketumile Masire, Président du Botswana. Dr. Botchwey et Mme le Ministre Marleau se sont aussi exprimés lors de la cérémonie d'ouverture, après quelques remarques introductives de bienvenue de la part du Secrétaire Exécutif de la CMA, M. Ahmedou Ould-Abdallah.

Dans son discours d'ouverture, le Président Masire a souhaité la bienvenue au Botswana aux participants et a mis en lumière la contribution du forum de la CMA dans l'établissement d'un consensus et d'un soutien pour les aspirations africaines, en vue de réaliser une croissance économique plus rapide et une meilleure intégration dans l'économie globale. Le Président a souligné l'importance et l'urgence de "l'investissement" comme sujet de discussion pour le Comité Economique de la CMA. Le Ministre Marleau a aussi mis l'accent sur l'importance d'une attraction de niveaux élevés d'investissement en Afrique, et en fait dans d'autres pays, dans une économie globalisée où la concurrence s'intensifie. Dans son exposé introductif, le Dr. Botchwey a passé en revue les défis auxquels font face les pays africains pour augmenter l'investissement et a évoqué certaines des réformes de politique parmi les plus importantes et les mesures de restructuration institutionnelle et de renforcement qui doivent être prises pour améliorer l'environnement de l'investissement dans les pays africains. Il a aussi souligné le fait que l'on continuera à avoir besoin de l'aide publique au développement lors d'une période de transition qui durera jusqu'à ce qu'une réponse puisse se matérialiser sous la forme d'une épargne locale accrue et d'investissement. Dr. Botchwey a indiqué que la nécessité d'une politique de réformes est maintenant acceptée par la plupart des pays africains, et que plusieurs d'entre eux sont déjà dans une phase de post-stabilisation en matière de réformes. Il a été estimé que ceci, de même que le fait que les gestionnaires de fonds cherchent à réduire leurs risques par la diversification vers de nouvelles

zones géographiques, donne aux pays africains une occasion unique qu'on ne doit pas laisser passer.

Lors de la réception offerte par le gouvernement du Botswana, Mme Ginwala a saisi l'occasion pour exprimer son appréciation et ses remerciements spéciaux au Président Masire, qui, de même que M. le Ministre Jan Pronk et M. Robert McNamara, a fourni à la CMA depuis sa création, un leadership qui lui a permis de devenir un forum unique et influent. Le Dr. Ginwala a aussi fait l'éloge et a félicité le Président Masire et toute l'équipe dirigeante du pays pour la vision, la sagesse et l'engagement qui ont permis au Botswana de jouir d'une longue période de croissance économique exceptionnellement élevée, une stabilité politique enviable et une consolidation remarquable des institutions démocratiques.

Pour une amélioration du climat de l'investissement en Afrique

Le Comité Economique a passé en revue et a discuté en détail les principales contraintes et les problèmes relatifs à l'environnement de l'investissement, de même que les mesures soigneusement étudiées et pro-actives qui doivent être prises pour promouvoir et faciliter l'investissement en Afrique.

Les contraintes politiques de gouvernance et de politiques macro-économiques

Comme la stabilité politique et macro-économique, et les problèmes de gouvernance relatifs à l'ouverture et à la participation sont des pré-conditions importantes sur lesquelles les investisseurs ont besoin d'être réassurés, la discussion s'est focalisée sur ces sujets. Les participants ont rappelé que ces problèmes cruciaux ont très souvent fait l'objet de débats lors de réunions précédentes de la CMA, et ils ont reconfirmé leur importance et pertinence dans la création d'un environnement propice à l'environnement. En particulier, on a mis l'accent sur l'importance de la stabilité et de la paix, tant au niveau interne qu'au niveau sous-régional. De même, on s'est mis d'accord sur le besoin d'un effort plus accru pour consolider davantage les récentes avancées dans la résolution des conflits et l'établissement de la sécurité dans la plupart des sous-régions en Afrique au Sud du Sahara. Les participants ont aussi noté qu'il est essentiel de faire connaître à travers les médias divers tous ces développements positifs, de manière à améliorer et à renforcer l'image de l'Afrique.

La réunion a réaffirmé que la bonne gouvernance, qui s'exprime à travers l'inclusion, le pluralisme et la large participation politique, de même que l'égalité dans le partage du pouvoir politique et des ressources économiques, parmi les groupes régionaux, ethniques et d'autres groupes d'intérêt, vont aider à consolider et à renforcer la paix et la stabilité. Plusieurs participants ont aussi insisté sur l'importance de la société civile, et le besoin d'un débat public sur les politiques, de même que le processus participatif dans l'allocation et la gestion

des ressources publiques. En ce qui concerne le cadre macro-économique, il a été rappelé que la plupart des pays africains sont en train d'entreprendre des programmes de réforme qui ont pour but d'équilibrer et de stabiliser le cadre macro-économique, et un consensus s'est dégagé sur le besoin pour chaque pays de continuer sans délai à s'ajuster plus, afin de rendre durable un environnement macro-économique stable. Au de-là des réformes politiques et économiques qui sont mises en oeuvre par de nombreux pays, les discussions ont souligné l'importance d'un engagement à long terme pour améliorer le niveau d'éducation.

De nombreux participants ont exprimé leur souci de voir que, bien que les pays africains aient entrepris les réformes, une réponse tangible du côté de l'investissement ne s'est pas matérialisée. A cet égard, il a été noté cependant, que beaucoup reste à faire politiquement et économiquement dans la plupart des pays. De plus, les représentants du secteur privé ont mis l'accent sur le fait que les investisseurs ont besoin d'être assurés d'une continuité et d'une crédibilité des réformes sur le long, plutôt que sur le court terme. En outre, on a noté qu'il y a normalement un délai entre la mise en oeuvre des réformes et une augmentation du niveau des investissements, que connaissent déjà certains pays parmi les meilleurs en matière de performance. Un certain nombre de participants ont souligné que la responsabilité première pour améliorer le climat de l'investissement et pour attirer ce dernier, est du ressort des pays africains eux-mêmes, et que l'investissement local doit être encouragé et soutenu afin d'inspirer la confiance parmi les investisseurs étrangers. Il a été aussi reconnu que la persistance de la fuite de capitaux élevés agit comme un facteur négatif pour l'investissement étranger, et qu'une confiance accrue entre les secteurs public et privé doit être créée. Le besoin d'un renforcement des capacités, mais aussi de la mobilisation du stock de capacité existant a été aussi souligné.

Améliorer la compétitivité

Les discussions sur l'amélioration de la compétitivité ont été introduites par une présentation de l'IIDH (Institut International du Développement de Harvard) sur une enquête portant sur la compétitivité africaine. La présentation a identifié un certain nombre de défis auxquels font face les pays africains en matière de compétitivité. L'ouverture des économies en matière de commerce extérieur et de taux de change, les politiques gouvernementales et l'interventionnisme du gouvernement dans l'économie et son attitude envers les réformes, l'accès au crédit et la maturité du secteur financier, les niveaux de compétence et les politiques de main d'oeuvre, et la force des institutions, ont été identifiés comme des déterminants cruciaux pour la compétitivité. La présentation a aussi mis en lumière le fait que la stabilité politique et le caractère durable des politiques de réformes étaient des éléments essentiels pour accroître la compétitivité. Des observations convergentes sur la diversité des pays africains, et le fait qu'il y a eu et qu'il va y avoir des progrès en Afrique, ont permis à l'étude d'indiquer que les pays réformateurs sont bien classés à travers

les indices d'optimisme et d'amélioration", bien mieux que les pays non réformateurs et ceux qui ont juste amorcé leurs politiques de réforme.

Les discussions qui ont suivi la présentation ont réaffirmé l'importance d'une stabilité politique et d'une continuité des réformes, d'institutions efficaces et effectives et d'infrastructure dans la mise en oeuvre d'un climat de concurrence, qui soit accueillant pour l'investissement. Le besoin d'établir la règle de droit, et un environnement sain et transparent en matière judiciaire, de même qu'une fonction publique compétente capable de répondre aux besoins des investisseurs et du secteur privé, a été noté. L'importance de structures appropriées de taxation et d'incitation, de même que le besoin d'un environnement réglementaire propice, ont été soulignés. On a convenu que la mise en ordre et la simplification des réglementations portant sur la conduite des affaires et l'investissement, de même que l'assurance d'une mise en oeuvre effective et impartiale des réglementations parmi les plus importantes, pourraient aider à réduire la corruption et à faciliter l'entreprise privée. En général, la réunion a reconnu que bien qu'un progrès considérable a été fait, beaucoup de gouvernements et de hauts-fonctionnaires ont encore besoin de faire de plus grands efforts pour devenir des facilitateurs, plutôt que des freins dans la supervision et la régulation de l'activité du secteur privé.

Les discussions ont mis l'accent sur le fait que dans un environnement hautement concurrentiel, dans un contexte économique global, les investisseurs auront plus tendance à investir dans les pays qui offrent un climat plus propice et des coûts plus bas dans la conduite des affaires. Il a été reconnu que plusieurs pays africains ne sont pas compétitifs en ce qui concerne les coûts de transaction, largement dûs à l'inadéquation de l'infrastructure physique et la relative basse productivité due à la main d'oeuvre. Les participants ont ainsi insisté sur le fait qu'une grande attention doit être dévolue à l'amélioration et à l'entretien de l'infrastructure de base pour l'énergie, le transport, les communications et la manutention portuaire, afin d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts. La fourniture de l'énergie et des moyens de communication à un coût raisonnable est spécialement importante, afin de bénéficier des nouvelles technologies, tandis que la remise à niveau de l'infrastructure physique est essentielle dans beaucoup de cas.

Il a été convenu que les problèmes liés aux perceptions en matière de compétitivité ont besoin d'être résolus, tout aussi bien que l'amélioration de la compétitivité, et que les améliorations une fois réalisées, doivent être diffusées largement afin de changer les perceptions négatives. Au de-là de la fourniture régulière de l'information disponible, on a suggéré que la mise en oeuvre d'accords tarifaires et non tarifaires contraignants, dans le cadre de l'OMC, et une privatisation plus rigoureuse pourraient donner le signal d'un engagement pour les réformes. En retour, ceci pourrait aider à bâtir la crédibilité et à encourager l'investissement. Le fait que tous les pays, et pas seulement les pays africains, doivent de manière suivie s'assurer qu'ils restent compétitifs, a

été noté. On a aussi reconnu que dans une économie mondiale de plus en plus globalisée, les pays africains ne devraient pas évaluer leur compétitivité par rapport à leur propre performance passée, mais plutôt par rapport aux meilleurs parmi les pays en développement, du fait que les investisseurs sont à la recherche du meilleur rendement pour leurs investissements.

La réunion a convenu de la nécessité d'une action à plusieurs niveaux pour rendre les pays africains plus attractifs pour les investisseurs, à la fois locaux et étrangers. Des efforts particuliers sont nécessaires pour résoudre les problèmes douaniers et pour réduire le temps requis pour les formalités relatives aux transactions à l'importation et à l'exportation. En ce qui concerne la main d'oeuvre, les participants ont noté le besoin de lois du travail qui permettent la flexibilité dans l'embauche, tout en protégeant les droits des travailleurs. Les participants ont encouragé les gouvernements à travailler avec le secteur privé pour mettre en oeuvre des programmes de formation, afin d'améliorer la productivité du travail, et ainsi d'accroître la compétitivité des pays africains. On s'est mis aussi d'accord que plus d'attention doit être portée au développement du secteur des services dans les pays africains, si l'on veut attirer les investisseurs. Les gouvernements ont été aussi vigoureusement invités à prendre des mesures pour combattre la corruption et les situations de rente, qui accroissent le coût des transactions d'affaires, créent des situations d'inefficacité, et contribuent à l'image négative des pays africains aux yeux des investisseurs potentiels.

Le secteur financier

Un accent particulier a été mis sur le secteur financier, et sur l'importance de l'établissement d'une capacité d'intermédiation financière effective pour mobiliser l'épargne des secteurs tant formel qu'informel, et pour canaliser une telle épargne efficacement, afin de répondre aux besoins des investisseurs et du monde des affaires. Un certain nombre de participants ont exprimé leur déception du fait du retrait virtuel d'établissements bancaires du monde rural, de même que la réticence des banques à financer l'investissement privé à moyen et long terme. D'un autre côté, d'autres ont observé que le vrai problème, avec le financement de l'investissement en Afrique, est le manque de projets bancables bien formulés. Il a été reconnu que dans beaucoup de pays africains le secteur financier doit être à la fois renforcé et amélioré, et que les institutions financières existantes doivent être mises en mesure de fonctionner plus efficacement. Il a été noté que les entrepreneurs, y compris les femmes, doivent avoir un meilleur accès au crédit pour le financement de l'investissement et le fonds de roulement. En même temps, on a convenu que dans plusieurs pays africains, on doit faire particulièrement attention à la structure du secteur financier, pour s'assurer du développement de certaines institutions appropriées, comme les fonds d'investissement et les fonds de mutualité, les bourses de valeurs, les marchés de capitaux, capables de fournir du financement à moyen et long-terme aux hommes d'affaire, dans le cadre d'une supervision et d'une régulation effectives.

L'utilisation des fonds de pensions et des mécanismes d'assurance sociale, à la fois pour leur valeur intrinsèque et comme source de financement de l'investissement, a aussi été suggéré. Le besoin d'un cadre légal et réglementaire sain pour faciliter le recouvrement de prêts douteux a été souligné.

Mesures pro-actives pour la promotion de l'investissement

Au delà de la discussion portant sur les facteurs qui freinent l'investissement et la manière de les réduire, la réunion a aussi examiné les mesures qui pourraient promouvoir activement l'investissement. Celles-ci comprennent l'amélioration de l'image des pays africains, le renforcement du climat pour l'investissement, et l'accroissement de la crédibilité. La promotion des occasions d'affaires doit être accompagnée par l'élimination des contraintes auxquelles l'investisseur fait face. Ainsi une attention constante doit être accordée à la résolution des problèmes bureaucratiques, et à l'amélioration et au raffinement du climat des affaires, en réponse aux besoins exprimés par le secteur privé. Ceci implique une interaction plus grande entre le gouvernement et le secteur privé (au-delà de ce qui se fait déjà dans la plupart des pays africains) l'établissement de canaux ouverts et transparents pour le dialogue entre le gouvernement et le secteur privé. On a aussi souligné la nécessité d'une mise en oeuvre continue des politiques, afin de créer un environnement prédictible et d'améliorer la crédibilité.

Dans ce contexte, un consensus s'est dégagé sur l'utilité des fonds d'investissement, qui pourraient partager les risques avec les programmes publics de garantie d'investissement. Les participants ont aussi fait référence au rôle significatif des institutions de crédit et au besoin de les renforcer, y compris les organisations coopératives de crédit, qui interviennent dans le monde rural et le secteur informel.

La réunion a reconnu qu'un certain nombre de pays africains ont fait de réels efforts pour promouvoir l'investissement, souvent par la création d'institutions spécifiques de promotion. Alors que les mandats de ces agences de promotion de l'investissement varient, pour la plupart, elles ont été créées pour fonctionner comme "guichets uniques" pour les investisseurs. En général ces agences ont été établies pour remplir une variété de fonctions, de la création de l'image à la génération de nouveaux investissements et à la facilitation du cheminement des investisseurs intéressés à travers le système bureaucratique. Les discussions ont montré que, aussi utiles que soient ces agences dans leur principe, elles ont en fait eu un succès mitigé dans leur mise en oeuvre. Les participants ont souligné la nécessité d'impliquer le secteur privé dans les efforts de promotion d'investissement, et pour les agences de promotion d'accepter une approche plus professionnelle et plus autonome. La réunion a aussi noté que la majorité des pays africains doivent faire beaucoup plus en terme de promotion d'investissement.

Bien qu'une attention considérable ait été accordée aux mesures à prendre au niveau des pays, les discussions ont aussi mis l'accent sur l'importance d'accords sous-régionaux. A cet égard, la nécessité pour un groupe de pays de promouvoir et d'établir leur crédibilité, a été notée. Ceci est spécialement important du fait de la petite taille de beaucoup de pays africains, et le fait que des pays peuvent être affectés négativement par la situation de leurs voisins. Il a été reconnu que les bénéficiaires de sous-régions promouvant un climat amical pour l'investisseur, peuvent bénéficier aux pays individuels, de même qu'au groupe sous-régional dans son ensemble. La création d'accords commerciaux trans-frontières et d'infrastructures, afin d'établir de grands marchés et d'attirer les investisseurs, a été encouragée, et les efforts actuels dans ce domaine ont été appréciés. Les discussions ont aussi mis l'accent sur les bénéficiaires d'une harmonisation des politiques et d'une coordination parmi les pays de groupements sous-régionaux, et il a été reconnu que ceci devrait être souligné plus au sein d'un contexte de groupements sous-régionaux existants.

La réunion a accepté que chaque pays doit trouver sa propre vision et sa stratégie du développement, et que la plupart des actions requises pour l'amélioration de l'environnement de l'investissement sont de la responsabilité des pays africains eux-mêmes. Cependant, les participants ont aussi reconnu le rôle important d'appui de la part des pays donateurs. Les participants ont souligné la nécessité d'une continuation de l'aide au développement traditionnelle, tout en reconnaissant et en encourageant les tendances récentes pour augmenter les occasions de commerce et pour accroître l'investissement entre pays africains. A cet égard, on a exhorté les pays donateurs à continuer à élargir l'accès aux marchés à travers des termes préférentiels pour les produits africains et à cesser la pratique du "dumping" de produits agricoles, hautement subventionnés, dans les pays africains. En terme de soutien spécifique, la réunion a encouragé les pays donateurs et les agences à aider à renforcer les secteurs financiers des pays africains, et aussi à encourager et à catalyser l'investissement privé à travers des accords de financement innovateurs, et des garanties et d'assurance pour réduire le risque pour l'investisseur. L'importance de la formation et du renforcement des capacités à la fois dans le secteur public et privé, a été souligné et on a encouragé le renforcement des institutions d'intégration. Les partenaires africains ont été priés de combattre le racisme et les stéréotypes négatifs sur l'Afrique dans leur pays afin d'améliorer l'image du Continent et d'encourager les investisseurs étrangers à envisager plus positivement les possibilités et les perspectives d'investir en Afrique. L'utilité d'une plus grande cohérence et d'une coordination des politiques des bailleurs de fonds a été souligné, et en outre, la communauté internationale a été invitée avec vigueur pour prendre des mesures plus complètes, plus crédibles et plus décisives, pour résoudre les problèmes du fardeau de la dette des pays africains.

La réunion a reconnu que les pays africains ont accompli des progrès considérables dans les années récentes, en créant un climat plus propice aux investisseurs et à l'activité du secteur privé. Elle a aussi reconnu qu'un

nouveau paradigme en matière de développement a émergé, qui encourage le commerce et l'investissement et la plus grande intégration des pays africains dans l'économie globale. Cependant, la réunion a aussi admis que des efforts accrus doivent être faits, à la fois par les gouvernements africains et leurs partenaires au développement, si l'on veut que les pays africains accroissent leur compétitivité dans l'avenir proche et atteignent les niveaux de croissance économique qui sont requis pour le développement durable. La réunion a aussi souligné le besoin pour le secteur privé dans les pays africains de devenir plus compétitif, et pour les africains eux-mêmes d'accroître l'investissement dans leurs propres pays. Tout en reconnaissant qu'il reste encore des problèmes à résoudre, la réunion a aussi admis que des changements importants sont en train de voir le jour en Afrique, et pourraient aider à créer des images positives à la fois au niveau des pays individuels et au niveau du continent dans son ensemble.